

bases principales sur lesquelles se place la minorité elle-même, et les méthodes qu'elle entend appliquer dans la lutte pour ses principes restent obscures. Il faut une plateforme ! Nous entendons non pas un document qui reproduise les lieux communs du catéchisme communiste, mais des réponses claires et concrètes aux problèmes des luttes de la révolution prolétarienne qui ont déchiré les rangs communistes pendant les neuf dernières années et qui gardent encore maintenant toute leur importance brûlante. Sans cela on ne peut que se

dissoudre dans le S. A. P. et retarder son développement vers le communisme au lieu de l'accélérer.

L'opposition de gauche suivra attentivement et sans aucun parti pris l'évolution de la minorité. La scission d'une organisation non viable a, plus d'une fois dans l'histoire, donné une impulsion au développement progressif de sa partie viable. Nous serons très heureux si cette règle se confirme cette fois-ci encore sur le sort de la minorité. Mais l'avenir seul y répondra.



La stratégie des grèves

Dans le domaine syndical, la direction communiste a embrouillé définitivement le Parti. Le cours général de la « troisième période » s'orientait sur les syndicats parallèles. On supposait que le mouvement de masse déborderait les vieilles organisations et que les organisations de la R. G. O. (Opposition syndicale rouge) deviendraient des comités d'initiative de la lutte économique. Pour réaliser ce plan, il ne manquait qu'une petite chose : le mouvement des masses. Pendant les crues printanières, l'eau entraîne les clôtures sur son passage. Essayons d'enlever ces clôtures, — décida Lozovsky, — peut-être les eaux printanières monteront-elles !

Les syndicats réformistes résistèrent. Le Parti communiste se fit mettre hors des usines. On commença alors à apporter des rectifications partielles dans la politique syndicale. Le Parti communiste se refuse à appeler les ouvriers inorganisés à entrer dans les syndicats réformistes. Mais il se prononce également contre l'abandon des syndicats. Tout en créant des organisations parallèles, il ressuscite le mot d'ordre de la lutte pour l'influence à l'intérieur de syndicats réformistes. Toute cette mécanique représente dans son ensemble un auto-sabotage idéal.

La *Rote Fahne* se plaint que beaucoup de communistes considèrent inutile la participation dans les syndicats réformistes. « A quoi bon ranimer cette boutique ? », disent-ils. En effet, à quoi bon ? Si on lutte sérieusement pour la conquête des vieux syndicats, il faut appeler les inorganisés à y entrer : ce sont précisément les couches nouvelles qui sont susceptibles de former l'appui de l'aile gauche. Mais alors, il ne faut pas créer des syndicats parallèles, c'est-à-dire créer des agences concurrentes de recrutement des ouvriers.

La politique à mener à l'intérieur des syndicats réformistes, préconisée d'en haut, se trouve parfaitement à la hauteur de la confusion qui règne dans les autres questions. Le 28 janvier, la *Rote Fahne* faisait des remontrances aux communistes membres du syndicat des métallurgistes de Dusseldorf pour avoir mis en avant le mot d'ordre « lutte impitoyable contre la participation des chefs syndicaux » dans l'appui prêté au gouvernement Brüning. De telles revendications « opportunistes » sont inadmissibles parce qu'elles présupposent (!) que les réformistes, sont capables de renoncer à appuyer Brüning et ses lois d'exception. Cela ressemble vraiment à une mauvaise plaisanterie ! La *Rote Fahne* considère qu'il suffit d'injurier les chefs, mais qu'il est inadmissible de les soumettre à l'épreuve politique des masses.

Et cependant, c'est bien dans les syndicats réformistes que s'ouvre maintenant un terrain particulièrement favorable à l'action. Si le parti social-démocrate a encore une possibilité de tromper les ouvriers par la politiciannerie, pour les syndicats l'impasse du capitalisme équivaut à un mur infranchissable. Les 200 à 300.000 ouvriers organisés aujourd'hui dans les syndicats indépendants peuvent devenir un levain inappréciable au sein des unions réformistes.

Fin janvier siégea à Berlin la conférence communiste des comités d'usines de tout le pays. La *Rote Fahne* rend compte : « Les comités d'usines forgent le front rouge prolétarien » (2 février). Mais vous chercheriez en vain des renseignements concernant la composition de la Conférence, le nombre d'entreprises et d'ouvriers représentés. Contrairement au bolchevisme qui, lui, marquait minutieusement et ouvertement tous les changements des rapports de force au sein de la classe ouvrière, les staliniens d'Allemagne, après ceux de Russie, jouent à cache-cache. Ils ne veulent pas avouer que les comités d'usines communistes forment moins de 4 % contre 84 % de comités d'usines social-démocrates ! C'est dans cette proportion que se traduit le bilan de la politique de la « troisième période ». Mais avancera-t-on les choses d'un pouce si on appelle l'isolement des communistes dans les entreprises « front unique rouge » ?

La crise persistante du capitalisme trace au sein du prolétariat la ligne de démarcation la plus douloureuse et la plus dangereuse : celle entre les ouvriers occupés et les chômeurs. Le fait que ce soient les réformistes qui dominent dans les entreprises et les communistes parmi les chômeurs paralyse les deux parties du prolétariat. Les ouvriers occupés peuvent attendre plus longtemps, tandis que les chômeurs sont plus impatients. Aujourd'hui, leur impatience a un caractère révolutionnaire. Mais si le Parti communiste ne sait pas trouver des formes et des mots d'ordre de lutte qui puissent unir les ouvriers occupés aux chômeurs et ouvrir la perspective de l'issue révolutionnaire, l'impatience des chômeurs se dirigera inévitablement contre le Parti communiste.

En 1917, malgré la politique juste du Parti bolchevik et le développement rapide de la Révolution, les couches du prolétariat les moins favorisées et les plus impatientes, même à Petrograd, commencèrent déjà en septembre-octobre à se détourner des bolcheviks pour se rapprocher des syndicalistes et des anarchistes. Si l'insurrection d'Octobre n'eût pas éclaté à temps, la démolition du prolétariat aurait pris un caractère aigü et aurait amené la décomposition de la Révolution. En Allemagne, il n'est point besoin d'anarchistes : ils peuvent être remplacés par les nationaux-socialistes qui lient la démagogie anarchiste aux buts consciemment réactionnaires.